

RWANDA

Nouveau plan de l'ONU pour veiller au respect des droits de l'homme

Isabelle Vichniac

Le Monde, 17 septembre 1994

Il est illusoire d'envisager une quelconque réconciliation au Rwanda tant qu'un minimum de respect des droits de l'homme n'y sera pas assuré. C'est pourquoi Jose Ayala Lasso, haut-commissaire aux droits de l'homme des Nations unies, avait préconisé, le 2 août, lors d'une réunion à Genève, un plan prévoyant l'envoi sur le terrain de vingt-six observateurs fin août et de cent vingt et une autres personnes fin septembre. Ce projet avait été accueilli favorablement par la communauté internationale. Mais les fonds promis ne sont pas arrivés (1). Six observateurs seulement sont à pied d'œuvre.

Après cet échec, M. Ayala Lasso a présenté, jeudi 15 septembre, un nouveau plan nécessitant 10,5 millions de dollars pour des opérations d'une durée de six mois. Ce plan prévoit, comme le précédent, cent quarante-sept observateurs, dont vingt experts chargés d'enquêter sur la situation, dix procureurs pour instruire les dossiers de tous ceux qui seraient accusés d'avoir perpétré des massacres, neuf médecins légistes et de nombreux juristes.

En outre, le centre des droits de l'homme de l'ONU, dont le siège est à

Genève, a délégué sur le terrain vingt experts qui rejoindront les six observateurs déjà sur place. M. Ayala Lasso envisage également de conclure des accords avec divers gouvernements pour que ces derniers mettent à sa disposition le plus rapidement possible du personnel qualifié.

Ces observateurs auront pour tâche de faciliter la reconstitution de la société civile rwandaise et d'encourager le retour des réfugiés. Un ancien haut fonctionnaire britannique du Haut-Commissariat des Nations unies pour les réfugiés, William Clarence, a été nommé chef des opérations sur le terrain. Il se trouve à Kigali depuis le 10 septembre et devra coordonner le travail des observateurs avec la Mission des Nations unies pour l'assistance au Rwanda (MINUAR).

(1) 2,1 millions de dollars avaient été demandés par le Haut-Commissaire. Les engagements pris se montaient à 2,4 millions (dont 223 000 dollars promis par la France), mais ne sont parvenus à ce jour que 380 000 dollars du Royaume-Uni et 40 000 dollars de la Nouvelle-Zélande.